

# PRINCIPALES INFORMATIONS DU RAPPORT ANNUEL 2020 D'IFC

Durant l'exercice 20, IFC a investi 22 milliards de dollars, dont 10,8 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Grâce à son approche globale, elle **a aidé les entreprises à innover, à établir des branches d'activité pouvant soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et à créer de meilleurs emplois.**

## ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME

<b>USD 4,0</b>	<b>USD 2,5</b>	<b>USD 7,1</b>	<b>USD 1,0</b>	<b>USD 2,7</b>	<b>USD 4,6</b>
<b>MILLIARDS</b>	<b>MILLIARDS</b>	<b>MILLIARDS</b>	<b>MILLIARD</b>	<b>MILLIARDS</b>	<b>MILLIARDS</b>
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE	EUROPE ET ASIE CENTRALE	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	ASIE DU SUD	AFRIQUE SUBSAHARIENNE

## Principales données opérationnelles

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2020	2019	2018	2017	2016
<b>Engagements au titre d'investissements à long terme</b>					
<b>POUR LE COMPTE D'IFC</b>	11 135	8 920	11 629	11 854	11 117
Nombre de projets	282	269	366	342	344
Nombre de pays	67	65	74	75	78
<b>RESSOURCES MOBILISÉES<sup>1</sup></b>	10 826	10 206	11 671	7 461	7 739
Prêts syndiqués	4 989	5 824	7 745	3 475	5 416
Initiatives d'IFC et autres	3 370	2 857	2 619	2 207	1 054
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	50	388	263	531	476
Ressources mobilisées au titre de services-conseil <sup>2</sup>	2 417	1 137	1 044	1 248	793
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS</b>	21 961	19 126	23 301	19 316	18 856
<b>Décaissements au titre d'investissements</b>					
Pour le compte d'IFC	10 518	9 074	11 149	10 355	9 953
Prêts syndiqués	2 231	2 510	1 984	2 248	4 429
<b>TOTAL DES DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS</b>	12 749	11 584	13 133	12 602	14 382
<b>Exposition du portefeuille<sup>3</sup></b>					
Nombre d'entreprises	1 880	1 930	1 977	2 005	2 006
Pour le compte d'IFC	58 650	58 847	57 173	55 015	51 994
Prêts syndiqués	16 161	15 787	16 210	16 047	16 550
<b>EXPOSITION TOTALE DU PORTEFEUILLE</b>	74 811	74 635	73 383	71 062	68 544
<b>Financements à court terme</b>					
Engagements annuels <sup>4</sup>	6 473	3 256	3 435	3 185	2 807
<b>Services-conseil</b>					
Dépenses au titre du programme de services-conseil	274,4	295,1	273,4	245,7	220,6
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA <sup>5</sup>	57 %	59 %	57 %	63 %	62 %

1. Les « ressources mobilisées » sont les financements provenant d'entités autres qu'IFC ou faisant l'objet d'un dispositif de partage des risques mis à la disposition des clients aux conditions du marché grâce à la participation active et directe de la Société. Ne comprennent pas un montant de 1 163 millions de dollars au titre de participations non financées aux risques, qui est inclus dans les ressources mobilisées pour le compte d'IFC.

2. Les ressources mobilisées au titre de services-conseil comprennent les financements privés provenant de tiers affectés à des projets de partenariats public-privé par suite de l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal. Elles comprennent aussi les ressources mobilisées par les Services de conseil financier aux entreprises (Corporate Finance Services), nouveau mode de mobilisation agréé, pour des projets au titre desquels IFC a assuré des services-conseil dans le but d'aider ses clients du secteur privé à pénétrer sur de nouveaux marchés, à diversifier et restructurer leurs opérations et à attirer de nouveaux investisseurs.

3. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances, ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations, et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées. IFC enregistre ses titres de participation de manière différente depuis le 1er juillet 2018 par suite des changements apportés aux normes comptables. Elle utilise de ce fait l'expression « exposition du portefeuille » pour indiquer que, contrairement aux montants décaissés et en cours, les investissements sous forme de participations sont évalués à leur juste valeur marchande. L'exposition du portefeuille pour le compte d'IFC à compter de l'exercice 19 n'est donc pas directement comparable aux données des années antérieures.

4. À partir de l'exercice 20, IFC suivra l'évolution des engagements annuels plutôt que leur encours moyen. Les chiffres indiqués pour les exercices 16 à 19 sont ceux des encours moyens. Les financements à court terme comprennent les montants relatifs au Programme mondial de financement du commerce et au Programme mondial de financement des fournisseurs.

5. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

## Le rapport, cette année, s'intitule « Transformations ».

**En 2020, la pandémie de COVID-19 a touché des millions de personnes et provoqué une récession mondiale qui sera probablement la plus profonde enregistrée depuis la Deuxième Guerre mondiale. La crise fait payer un très lourd tribut aux populations pauvres et menace d'éliminer les fruits des réformes menées durant des décennies pour relever les niveaux de vie dans le monde en développement.**



Tandis que la riposte sanitaire se poursuit, de nombreuses entreprises titubent au bord de la faillite. Sauver les entreprises viables contribuera à protéger les emplois et les moyens de subsistance, à prévenir de nouveaux troubles financiers et à relancer la croissance à long terme. Il faudra donc, pour assurer la reprise du développement, poursuivre une action soutenue dans le but de créer des possibilités d'investissement, de restructurer et de recapitaliser les entreprises et d'investir dans des entreprises en expansion et dans d'autres, de création récente. Nous devons, ce faisant, préparer le terrain à une reprise résiliente, inclusive et durable et, par conséquent, renforcer les chaînes de valeur, accélérer le passage à une énergie verte et à des régimes de consommation et de production responsables, et promouvoir un accès plus équitable à l'emploi et au crédit. De telles réalisations seraient, à l'évidence, réellement porteuses de transformations pour les pays en développement.

Je prends maintenant ma retraite, après quatre années et demie intenses passées aux fonctions de directeur général d'IFC, et 33 ans après avoir intégré le Groupe de la Banque mondiale grâce au Programme des jeunes cadres. Je suis fier d'avoir dirigé une organisation qui — après quatre années et demie de réformes internes de vaste portée — est à présent dûment en mesure d'aider les pays en développement à se remettre de la pandémie et à améliorer la vie de populations dans les contextes les plus difficiles et les plus fragiles. Par suite de ses transformations, IFC est mieux placée que jamais pour attirer des capitaux privés sur les marchés les plus durs et dans les situations les plus rudes.

### **Ériger les piliers des transformations**

Depuis quatre ans, IFC suit un chemin difficile dans le but de modifier institutions et états d'esprit pour, au bout du compte, avoir un plus grand impact en matière de développement. En 2016, nous avons lancé notre nouvelle stratégie IFC 3.0, pour créer des marchés et des opportunités, et pour mobiliser des capitaux à plus grande échelle de façon anticipée. Cette stratégie part du principe que les efforts visant à atteindre les objectifs de développement à l'échelle mondiale doivent fondamentalement s'appuyer sur l'investissement privé. Depuis lors, nous avons procédé à une série de réformes pour permettre à IFC d'accomplir sa tâche. Nous sommes aussi parvenus à conforter l'appui que nous accordons nos actionnaires et avons obtenu une augmentation historique de 5,5 milliards de dollars de notre capital. Dans le cadre du programme convenu à cet effet, IFC devra plus que doubler le montant de ses investissements annuels à l'horizon 2030 et plus que tripler ses investissements pour son propre compte dans les pays les plus

pauvres et les plus fragiles. La Société continue de privilégier l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, qui comptent la frange la plus importante des populations pauvres du monde.

Grâce à ces réformes, nous avons amélioré notre compréhension des besoins de développement et des priorités de chaque pays, nous avons adapté la manière dont nous poursuivons nos activités pour répondre à ces besoins, nous avons mis en place des méthodes pour mesurer l'impact en matière de développement des investissements du secteur privé, et nous nous sommes engagés à travailler en collaboration plus étroite et de manière plus transparente avec les collectivités et les parties prenantes sur le terrain.

Nous avons établi des diagnostics du secteur privé au niveau des pays, qui nous permettent d'évaluer les possibilités de croissance tirée par le secteur privé dans un pays particulier. Ces diagnostics sont pris en compte dans la formulation des stratégies pour les pays, qui sont de portée plus générale et présentent clairement les domaines sur lesquels les décideurs peuvent faire porter leurs efforts de réforme pour attirer des investissements. En nous fondant sur ces démarches, nous avons mis en place des moyens plus proactifs de poursuivre nos activités en intervenant à un stade bien plus précoce du processus de développement des secteurs et de formulation des projets, notamment en concevant des moyens de débloquent des secteurs essentiels de l'économie et en réalisant nos propres études de faisabilité de manière à générer des opportunités directes d'investissement. Nous qualifions cette approche de travail en amont. Durant l'exercice, nous avons recruté 233 agents qui consacrent actuellement tout leur temps à imaginer et à élaborer de nouveaux projets en vue de leur soumission à d'éventuels clients.

Nous avons également mis au point des outils novateurs pour guider les investissements dans le monde en développement. Notre cadre interne de mesure de l'impact nous permet de déterminer les effets de chaque projet dans le domaine du développement. Nous nous sommes inspirés de cette méthodologie pour formuler les Principes opérationnels pour la gestion de l'impact lancés en avril 2019, qui servent de feuille de route à la poursuite d'investissements d'impact crédibles par un nombre grandissant d'institutions (101 durant l'exercice 20 contre 60 durant l'exercice 19) qui, collectivement, gèrent plus de 300 milliards de dollars d'actifs ayant un impact.

Nous déployons désormais des efforts plus concertés avec nos collègues de la Banque mondiale et de la MIGA dans le cadre de la démarche en « cascade ». Suivant cette dernière, les agents du Groupe de la Banque mondiale, en collaboration avec les clients, s'efforcent dans un premier temps de retenir des solutions du secteur privé pour relever les défis du développement — lorsque ces solutions sont appropriées et peuvent être efficaces — et ne font appel à des concours publics que pour les projets pour lesquels il n'est pas possible de recourir au secteur privé. Nous avons également entrepris de travailler en plus étroite collaboration avec nos collègues de la Banque mondiale pour promouvoir des réformes nationales et sectorielles au moyen des instruments de financement à l'appui de la politique de développement de la Banque.

Nous avons mis en place le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA pour catalyser l'investissement privé dans les pays admissibles à bénéficier des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), qui est le fonds du Groupe de la Banque pour les pays les plus pauvres. Grâce aux quatre dispositifs composant ce guichet — atténuation des risques, financement mixte, monnaie nationale et garanties de la MIGA — nous disposons à présent des instruments nécessaires pour réduire les risques des projets et surmonter l'insuffisance des financements en monnaie nationale.

Nous nous sommes également systématiquement employés à améliorer notre transparence et la manière dont nous rendons compte de notre action, notamment en créant un nouveau département des politiques et des risques environnementaux et sociaux. Nous collaborons dans ce cadre de manière plus proactive et systématique avec les collectivités concernées et les organisations de la société civile, et présenterons des rapports plus fréquents et détaillés à nos administrateurs et aux parties prenantes.

## Produire des résultats en temps de turbulences

IFC a produit de solides résultats durant l'exercice malgré la pandémie. Nous avons engagé 22 milliards de dollars au titre de financements à long terme — soit près de 15 % en croissance annuelle — dont 11,1 milliards de dollars pour notre propre compte. Par ailleurs, les engagements pris au titre de financements à court terme, notamment sous forme de crédits commerciaux, se sont chiffrés à 6,5 milliards de dollars, soit 12 % de plus que durant l'exercice précédent. Les engagements pris par IFC pour son propre compte sous forme de financements à long terme ont bénéficié pour 25 % à des États fragiles admissibles à emprunter à l'IDA et pour 30 % à des opérations ayant trait au climat. IFC a également engagé un montant de 1,8 milliard de dollars sous forme de financements à long terme en faveur d'institutions financières dont les activités visent spécifiquement les femmes.

Nous avons de surcroît pris des mesures pour aider le monde à lutter contre la pandémie. Nous avons mis en place un mécanisme de financement accéléré d'un montant de 8 milliards de dollars pour faire face à la COVID-19 en aidant les entreprises à poursuivre leurs activités et à préserver les emplois. Grâce à ce dispositif, nous avons accordé directement des prêts à nos clients pouvant montrer que la pandémie avait un impact manifeste sur leurs activités, et fourni un soutien aux institutions financières qui sont nos clientes pour qu'elles puissent continuer de prêter aux petites et moyennes entreprises touchées par la crise de COVID-19.

En septembre 2020, 3,9 milliards de dollars avaient été engagés dans le cadre de ce mécanisme, y compris l'intégralité des 2 milliards de dollars affectés au financement du commerce pour contribuer à maintenir les flux de liquidités destinés aux entreprises tributaires du commerce, en particulier les micros-, petites et moyennes entreprises. Nous avons également préparé le terrain au déploiement de la plateforme sanitaire mondiale, dans le but d'élargir l'accès des pays en développement à des fournitures de santé essentielles, telles que des masques protecteurs, des respirateurs et les vaccins éventuels, et aider ces pays à accroître leurs propres capacités de production.

Fait important, la crise a amené IFC à transformer la manière dont elle opère. Elle a appris à travailler de manière virtuelle, notamment en menant les activités d'évaluation et de supervision du portefeuille de manière virtuelle. Pour assurer le fonctionnement du mécanisme de financement accéléré pour la riposte contre la COVID-19, IFC a réaménagé son cadre de prise de décisions, de manière à pouvoir agir au plus vite tout en examinant les principaux risques ; la transaction la plus rapide a été signée dans un délai record de 29 jours. Nous avons également établi des processus simplifiés de gestion du portefeuille, qui nous aident à répondre avec souplesse aux demandes de moratoire des clients.

Durant l'exercice 20, nous avons entrepris de mettre en œuvre notre nouvelle approche des participations, en améliorant la manière dont nous traitons ces dernières du début jusqu'à la fin de l'investissement, et en accordant une bien plus grande attention aux questions macroéconomiques dans le cadre de l'analyse des nouvelles opérations et aux décisions prises concernant le portefeuille. Nous avons également intégré l'Asset Management Company (AMC) dans IFC et adapté son rôle pour en faire la plateforme de mobilisation d'IFC pour les participations. Nous avons enfin poursuivi la mise en application de la stratégie de prise de participations dans les intermédiaires financiers poursuivant des activités écologiques — suivant une approche proactive qui a pour objet d'aider ces intermédiaires à « verdier » leur portefeuille et à réduire considérablement leurs engagements dans des projets liés au charbon.

## Un moment décisif de l'action menée en amont par IFC

Durant les phases de restructuration et de reprise à la suite de la pandémie, il sera essentiel, aux fins de la mise en œuvre de la stratégie IFC 3.0 et de la poursuite d'une action efficace face à la crise, d'accroître nos capacités en amont. La pleine mise en œuvre du programme de travail en amont constitue le dernier, mais peut-être le plus essentiel, des éléments constitutifs des réformes internes que nous avons menées au cours des quatre dernières années.

Travailler en amont signifie créer, approfondir et élargir les marchés en concevant des interventions ciblées mises en œuvre au niveau des secteurs et des projets pour attirer des investissements privés. Une démarche systématique doit être appliquée pour comprendre les goulets d'étranglement réglementaires faisant obstacle à l'investissement de capitaux privés dans des activités productives, et surmonter ces obstacles grâce à des activités axées, à l'échelle du Groupe de la Banque mondiale, sur des réformes politiques nationales et sectorielles. Il faudrait aussi pouvoir faire preuve d'imagination et construire à l'avance notre propre réserve de projets pouvant bénéficier de financements et avoir un impact, dans le droit fil de nos stratégies pour les pays.

Notre action en amont a pris de l'essor durant l'exercice 20. En janvier, IFC a signé un projet ayant pour objet de transformer le réseau de transport public de Casablanca et de relier les quartiers marginalisés à la ville. En mai, elle a achevé le montage financier d'un projet novateur

visant à transformer la plus grande décharge de Belgrade en un nouveau complexe d'élimination et de traitement des déchets. En juin, nous avons signé un nouveau projet historique en Afghanistan, pour financer une centrale électrique qui accroîtra de jusqu'à 30 % la production nationale d'électricité. Tous ces investissements sont le fruit de travaux antérieurement menés en amont.

Dans le même temps, IFC a fortement accru le nombre d'agents affectés à des activités en amont, pour le porter de 3 en juin 2019 à 233 à la fin de l'exercice 20, dont 170 ont été recrutés en dehors de l'institution. Cela nous a permis d'attirer des effectifs ayant les compétences nécessaires et les connaissances spécialisées requises pour formuler des idées de projet, procéder à des études de faisabilité et réaliser les travaux de conception, complétant ainsi les compétences bien établies et reconnues dont nous disposons dans les domaines du financement et du montage de programmes. À la fin de l'exercice 20, la réserve des activités en amont d'IFC, c'est-à-dire les investissements prévus qui seront concrétisés par suite des activités menées en amont au cours des cinq prochaines années, se chiffrerait à près de 4,9 milliards de dollars. Nous redéployons une proportion notable de ressources en faveur des activités en amont. Durant l'exercice 21, un montant de 215 millions de dollars, soit environ 22 % du budget total des opérations d'IFC, sera consacré à ces dernières. Nous offrons également de nouvelles incitations aux agents, notamment sous forme de primes à la performance, de possibilités d'avancement professionnel et de récompense par l'institution.

## Renforcement de la diversité

Durant l'exercice 20, nous avons continué de nous employer à constituer un personnel diversifié, sachant que cette diversité renforce notre organisation. Les femmes et les agents originaires de l'Afrique subsaharienne et des Caraïbes constituent, respectivement, 54 % et 16 % des nouvelles recrues, et 32 % des nouveaux agents recrutés par IFC ont la nationalité de pays sous-représentés.

Les manifestations contre le racisme et la violence qui ont éclaté aux États-Unis et ailleurs témoignent de la persistance des inégalités raciales auxquelles notre monde est confronté. Nous demeurons déterminés à assurer, au profit de tous les êtres humains, le respect des principes d'inclusion, de tolérance, de dignité et d'égalité des chances. Ces valeurs fondamentales définissent notre mission, qui consiste à créer des débouchés et de meilleurs emplois pour les populations pauvres. Il nous faut toutefois également juger de notre action auprès de nos clients et au sein de notre propre organisation en déterminant si cette dernière applique réellement ces valeurs. À l'évidence, il nous faut faire plus en ce domaine. IFC renforce les efforts qu'elle déploie pour promouvoir la diversité et l'égalité des chances, lutter contre les préjugés inconscients et créer un cadre sûr dans lequel les agents peuvent débattre du racisme et d'autres types de discrimination.

À la fin de l'exercice 20, nous avons également annoncé que le Groupe Genre et égalité des sexes allait devenir le Groupe Genre, égalité des sexes et inclusion économique, et serait également chargé des groupes mal desservis, notamment les populations du « bas de la pyramide », les personnes handicapées et les minorités sexuelles et de genre. Le Groupe procédera, entre autres activités, à de plus amples études et réflexions sur les raisons justifiant sur le plan économique l'inclusion et la mobilisation d'un appui grâce aux Principes de l'investissement d'impact et aux Principes des obligations sociales.

## Perspectives d'avenir

Conformément à l'article premier de nos statuts, IFC a pour mission « de stimuler l'expansion économique en encourageant le développement d'entreprises privées de caractère productif dans les États membres, en particulier dans les régions moins développées ». Nous traversons une période sans précédent durant laquelle l'importance d'IFC en tant que principal agent d'un développement tiré par le secteur privé n'a jamais été aussi manifeste. Nous avons transformé la structure de notre organisation et la manière dont nous opérons durant les quatre dernières années. Mais, ce qui est encore plus important, nous avons aussi changé les esprits. Tandis que nous continuons de lutter contre la COVID-19 et poursuivons la mise en œuvre de la stratégie IFC 3.0, il sera essentiel de faire preuve d'innovation et de persévérance, de cibler nos interventions et de ne ménager aucun effort. Je ne doute nullement que je quitte une institution dotée du capital financier, des ressources intellectuelles, de l'agilité et de la détermination nécessaires pour réaliser ses ambitions et honorer les engagements qu'elle a pris envers ses actionnaires. IFC a à cœur d'assurer le développement et, conjointement aux autres membres du Groupe de la Banque mondiale, redéfinit le financement du développement.



Philippe Le Houérou  
Directeur général d'IFC

## Principales données financières

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices<sup>1</sup>

	2020	2019	2018	2017	2016
Revenu net (perte nette) imputable à IFC	(1 672)	93	1 280	1 418	(33)
Dons à l'IDA	—	—	80	101	330
(Perte) Revenu avant dons à l'IDA	(1 672)	93	1 360	1 523	296
Total actif	95 800	99 257	94 272	92 254	90 434
Prêts, participations et titres de créance, nets	41 138	43 462	42 264	40 519	37 356
Juste valeur des participations (estimation)	10 366	13 113	14 573	14 658	13 664

### Principaux ratios

Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	(1,7) %	0,1 %	1,4 %	1,6 %	0,0 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	(6,3) %	0,3 %	5,0 %	5,9 %	(0,1) %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	96 %	104 %	100 %	82 %	85 %
Ratio d'endettement	2,2:1	2,2:1	2,5:1	2,7:1	2,8:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	20,3	21,8	20,1	19,4	19,2
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	28,2	27,8	24,7	23,6	22,5
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	6,3 %	4,7 %	5,1 %	6,1 %	7,4 %

1. Les résultats financiers pour 2020 et pour 2019 ne sont pas directement comparables à ceux des périodes antérieures par suite de l'adoption d'une nouvelle norme comptable. De plus amples explications de la modification apportée et de ses répercussions sont présentées dans l'Examen et l'analyse de la direction ainsi que dans les états financiers consolidés. Ce document se trouve à <http://www.ifc.org/FinancialReporting>.

Pour plus d'informations, se reporter au résumé de la performance financière, page 120 du Rapport annuel 2020 d'IFC.

## Dépenses au titre du programme de services-conseil, Ex. 20

Montants en millions de dollars

Total	274,4	100 %	
<b>Par Région</b>			
Afrique subsaharienne	93,2	34 %	
Asie de l'Est et Pacifique	43,2	16 %	
Europe et Asie centrale	35,1	13 %	
Amérique latine et Caraïbes	31,4	11 %	
Asie du Sud	26,0	9 %	
Monde	24,9	9 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	20,5	7 %	
<b>Par domaine d'activité</b>			
Services-conseil par domaine d'activité d'IFC	155,3	57 %	
<i>Groupe des institutions financières</i>	51,5	19 %	
<i>Services-conseil pour les transactions</i>	45,3	17 %	
<i>Industrie manufacturière, agro-industrie et services</i>	35,4	13 %	
<i>Infrastructure et ressources naturelles</i>	18,9	7 %	
<i>Technologies de rupture et fonds pour l'innovation de rupture</i>	4,2	2 %	
Services-conseil par l'intermédiaire du Pôle croissance équitable, finance et institutions	91,0	33 %	
Autres services-conseil, y compris sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance	28,1	10 %	

## Engagements à long terme, Ex. 20

Montants en millions de dollars pour le compte d'IFC au 30 juin 2020

Total	11 135	100,00 %	
-------	--------	----------	--

### Par branche d'activité

Marchés financiers	5 801	52,10 %	
Infrastructure	1 415	12,71 %	
Agro-industrie et foresterie	1 054	9,46 %	
Fonds	816	7,33 %	
Santé et éducation	667	5,99 %	
Industrie manufacturière	664	5,96 %	
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	635	5,70 %	
Ressources naturelles <sup>1</sup>	62	0,56 %	
Télécommunications et technologies de l'information	21	0,19 %	

### Par Région<sup>2</sup>

Amérique latine et Caraïbes	3 165	28,42 %	
Asie de l'Est et Pacifique	2 490	22,36 %	
Afrique subsaharienne	2 188	19,65 %	
Europe et Asie centrale	1 345	12,08 %	
Asie du Sud	1 314	11,80 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	617	5,54 %	
Monde	17	0,15 %	

### Par produit

Prêts <sup>3</sup>	9 509	85,40 %	
Participations <sup>4</sup>	992	8,91 %	
Garanties	550	4,94 %	
Produits de gestion des risques	85	0,76 %	

## Exposition du portefeuille, Ex. 20<sup>5</sup>

Montants en millions de dollars pour le compte d'IFC au 30 juin 2020

Total	58 650	100 %	
-------	--------	-------	--

### Par branche d'activité

Marchés financiers	22 824	39 %	
Infrastructure	10 689	18 %	
Fonds	5 069	9 %	
Industrie manufacturière	4 215	7 %	
Agro-industrie et foresterie	3 969	7 %	
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	2 950	5 %	
Financement du commerce	2 866	5 %	
Santé et éducation	2 785	5 %	
Télécommunications et technologies de l'information	1 653	3 %	
Ressources naturelles <sup>1</sup>	1 631	3 %	

### Par Région<sup>6</sup>

Amérique latine et Caraïbes	12 085	21 %	
Asie de l'Est et Pacifique	9 932	17 %	
Asie du Sud	9 876	17 %	
Afrique subsaharienne	9 736	17 %	
Europe et Asie centrale	7 769	13 %	
Monde	5 401	9 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 852	7 %	

1. Comprend les activités d'IFC dans la branche pétrole, gaz et mines.

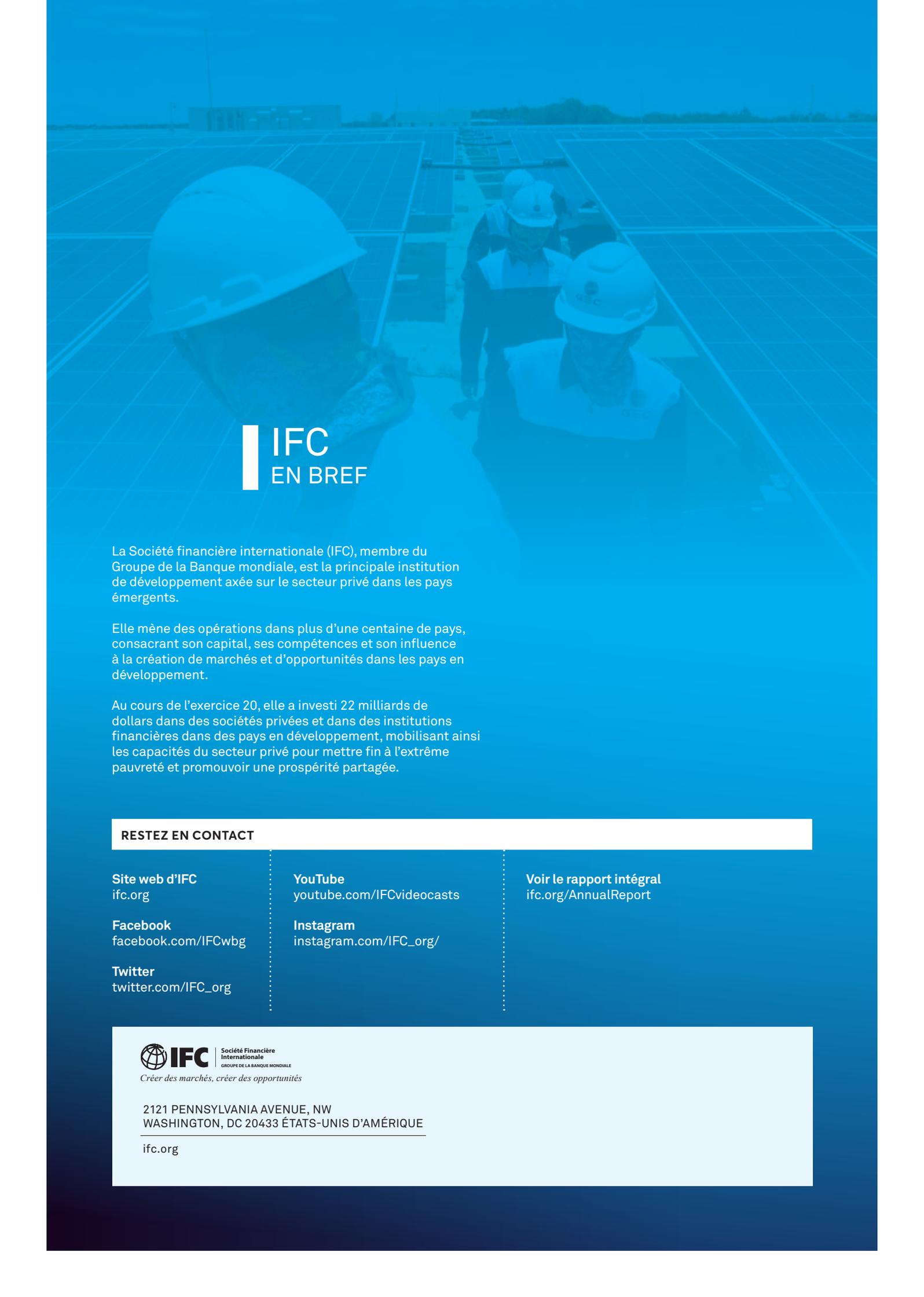
2. Les montants prennent en compte les parts de projets officiellement classés projets mondiaux revenant aux régions.

3. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

4. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

5. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances, ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations, et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.

6. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.



## IFC EN BREF

La Société financière internationale (IFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents.

Elle mène des opérations dans plus d'une centaine de pays, consacrant son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et d'opportunités dans les pays en développement.

Au cours de l'exercice 20, elle a investi 22 milliards de dollars dans des sociétés privées et dans des institutions financières dans des pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

### RESTEZ EN CONTACT

**Site web d'IFI**  
[ifc.org](http://ifc.org)

**Facebook**  
[facebook.com/IFCwbg](https://facebook.com/IFCwbg)

**Twitter**  
[twitter.com/IFC\\_org](https://twitter.com/IFC_org)

**YouTube**  
[youtube.com/IFCvideocasts](https://youtube.com/IFCvideocasts)

**Instagram**  
[instagram.com/IFC\\_org/](https://instagram.com/IFC_org/)

**Voir le rapport intégral**  
[ifc.org/AnnualReport](http://ifc.org/AnnualReport)

 **IFI** Société Financière  
Internationale  
GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
*Créer des marchés, créer des opportunités*

2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW  
WASHINGTON, DC 20433 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[ifc.org](http://ifc.org)